

PRÉVENTION DES CONFLITS ARMÉS ET EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE : DÉFIS DES JEUNESSES OU DES GOUVERNANTS.

DAHE Youldé Stéphane
(Université Alassane Ouattara)
dryoulde@gmail.com

Résumé

Depuis les indépendances, les États africains sont en proie à de nombreux conflits et à l'extrémisme violent aux origines diverses. Certains groupes sociaux ont toujours pensé que le recours à la violence serait toujours la solution la plus spontanée en cas de conflit. Il se pose à cet effet, un impératif sécuritaire qui conduit à l'analyse des conflits armés et de l'extrémisme violent en Afrique. Cette analyse consistera à s'appesantir sur la définition de ces concepts employés, mais aussi sur la responsabilité des citoyens (les jeunes et les gouvernants). En effet, aussi bien dans le camp de la jeunesse que dans celui de la classe dirigeante dans cette région du monde, l'un des principaux arguments pour défendre ce point de vue, reste la quête de la justice sociale, de la sécurité et de la stabilité des États africains. L'objectif visé, est donc d'inciter ces deux entités à une prise de conscience de leur responsabilité dans la prévention et le règlement des conflits armés. Pour y parvenir, deux méthodes d'analyse, notamment la méthode historique et analytique seront mises à contribution. Elles serviront justement à décrypter le contour de ce sujet qui se rapporte à la question sécuritaire et les pistes de pacification des États africains en crise.

Mots clés : *conflits-armés, extrémisme-violent, sécurité, stabilité, pacification.*

Abstract

Since independence, African states have been plagued by numerous conflicts and violent extremism of various origins. Certain social groups have always thought that resorting to violence would always be the most spontaneous solution in the event of a conflict. To this end, there is a security imperative which leads to the analysis of armed conflicts and violent extremism in Africa. This analysis will consist in focusing on the definition of these concepts used, but also on the responsibility of citizens (young people and rulers). Indeed, both in the camp of the youth and in that of the ruling class in this region of the world, one of the main arguments to defend this point of view remains the quest for social justice, security and the stability of African states. The objective is therefore to encourage these two entities to become aware of their responsibility in the prevention and resolution of armed conflicts. To achieve this, two methods of analysis, in particular the historical and analytical method, will be used. They will serve precisely to decipher the outline of this subject which relates to the security issue and the avenues for pacification of African States in crisis.

Key Words: *armed-conflicts, violent-extremism, security, stability, pacification.*

Introduction

Analyser les conflits et la question de l'extrémisme violent en Afrique, c'est rechercher leurs principales causes et tenter de comprendre les mécanismes par lesquels ils prennent naissance et se développent. La question qu'il nous revient de poser, c'est comment situer les crises et les conflits politiques dans le panorama du développement social en Afrique. Pour répondre à cette question, il nous faut délimiter le champ des significations pour éviter certains malentendus. En effet, la crise peut être définie comme une manifestation de déséquilibre dans l'évolution morale des choses. Elle est peut-être grave, profonde, passagère durable. Cela dépend de la nature des choses ou des situations. Pour ce qui concerne l'Afrique noire, les crises s'avèrent permanentes à cause de la fragilité des situations économiques et du peu de crédibilité des structures juridiques. Les troubles, par leur violence, apparaissent souvent plutôt comme des conséquences de situation de crise. Ils sont plus visibles par leurs effets de perturbation immédiate, font l'objet de diverses manipulations et sont révélateurs de crises plus profondes. C'est pourquoi, il faut se doter de moyens pouvant permettre, à terme, de mieux les prévoir et de les gérer efficacement. Cette étude se propose alors d'analyser les conditions de réalisation satisfaisante d'une politique africaine capable de maintenir la paix, tout en créant un climat de sécurité et de confiance sur son territoire. Au regard de ce qui précède, l'analyse des conflits armés, des crises et des troubles politiques en Afrique s'avère nécessaire dans la forme et dans le fond. Celle que nous adoptons est donc relative et les situations que nous évoquons Pour mieux cerner cette question, la période de l'après indépendance jusqu'à nos jours est le meilleur repère. C'est pourquoi, dans le souci d'identifier les vraies origines des problèmes qui minent l'Afrique, il importe de commencer dans la première partie, par les origines historiques des crises qui rongent l'Afrique depuis les indépendances. Dans la deuxième partie, nous évoquerons l'influence des facteurs exogènes et les diverses tentatives de solutions.

1- Considération historiques et origines des conflits armés et de l'extrémisme violent en Afrique.

Dans cette partie, il nous reviendra de relever que l'Afrique est traversée par plusieurs types de conflits qu'il convient de distinguer avant de préconiser des mesures préventives ou même parfois curatives.

1.1. De la considération historique des conflits armés.

L'essentiel des projets d'édification de l'État s'organise autour de la construction nationale à l'intérieur et d'une aspiration à l'unité en direction des autres. C'est à ce double niveau que s'amorce la déstructuration de l'Afrique. Le front interne de la construction d'États-Nations et le front externe de la conquête d'union interétatique sont mis à mal. Ce qui fait dire à René Dumont que "l'Afrique noire est mal partie."

En fait, la difficulté provient du fait que les Africains ont eu un souci d'unité qui est vite devenu un carcan ethnique, tribale, du fait que le parti unique obligeait à un unanimisme infantilisant. Le choix des responsables politiques évoluait vers le clanisme, le tribalisme et tenait de moins en moins compte de la compétence et de l'efficacité qui pourraient découler de ce choix. Toutes ces critiques ont été perçues comme une remise en cause de l'unité et un crime contre la sécurité de l'État. Voilà le problème qui s'est posé dès les années 1960 et qui continue de se poser jusqu'aujourd'hui sans avoir encore trouvé une réponse crédible, susceptible d'éloigner les conflits armés et les crises qui troublent la société africaine. C'est ce qui l'empêche d'amorcer un développement social harmonieux et durable. Cette situation d'insatisfaction précoce pour les jeunes pays indépendants favorise l'intrusion dans le champ politique du seul corps constitué et doté de moyens coercitifs qu'est l'armée. En effet, des indépendances jusqu'à nos jours, l'Afrique a connu trois types d'armée. Elle est partie d'une armée néocoloniale passant par celle de la libération pour en arriver à celle de la révolution. Ces dernières, aujourd'hui, participent activement et régulièrement à la vie politique. Et ce, parce que le contexte politique des États africains les y obligent. Mais le drame, c'est que les militaires ont les défauts de leurs peuples, en plus des leurs ; cela complique les choses et expose l'Afrique à tous ces conflits.

Par ailleurs, les armées africaines manquent de culture démocratique et sont portées à s'occuper plus de la politique que des missions qui leur sont dévolues. D'où leur Part de responsabilité dans la naissance et le développement de l'insécurité et des conflits sur le continent africain.

1.2. Des origines des conflits armés et de l'extrémisme violent en Afrique noire.

Ces dernières années, l'on assiste à la multiplication des conflits armés et à une violence extrémiste en Afrique noire. L'ampleur et la gravité de cette situation donnent lieu à de nombreuses interrogations et analyses sur l'origine et les causes de cette situation.

En effet, certains donnent comme cause et explication, celle d'ailleurs médiatisée, à savoir les rivalités tribales ou ethniques. En fait, cette donne n'est pas fortuite. Elle part du fait qu'un « *climat d'insécurité est observé au sein du pouvoir et plus spécifiquement au sein de l'armée* » (A. F. Tedom, 2008 : 333). Cependant, au-delà de son caractère passéiste, cette analyse semble insuffisante non seulement à cause des brassages culturels et ethniques dominant dans nos sociétés et États, mais aussi, parce que cette analyse ne propose aucune sortie rassurante de la violence. Nous pensons à cet effet que cette pensée doit être relativisée car, c'est plutôt, lorsque socialement et politiquement les ingrédients d'une confrontation sont réunis (comme c'est le cas entre la côte d'Ivoire et la Mali au sujet des 49 soldats emprisonnés à Bamako) et que la cohésion nationale n'est plus une réalité et qu'il n'existe plus de confiance entre les gouvernants et les citoyens, que les acteurs politiques les plus belliqueux trouvent le moyen de déclencher un conflit.

Toutefois, une analyse plus rigoureuse des conflits armés et de l'extrémisme violent que connaît l'Afrique noire nous conduit à interroger les fondements du pouvoir africain. Et cette recherche est essentielle si l'on veut aller à la racine de la violence armée sur le continent africain, une problématique qui est très souvent occultée ou survolée. En réalité, la multiplication des conflits armés et l'extrémisme violent sont aussi révélatrices d'un processus démocratique en panne, biaisé qui confirme « *la permanence de certaines réflexions héritées du monothéisme partisan* ». (A. F. Tedom, 2008 : 94)

En fait, le retour du pluralisme politique et le début du processus de démocratisation s'accompagnent en Afrique depuis 1990 d'une intensification de foyers de conflits politiques et parfois même armés, qui laisse libre cours à un extrémisme violent. Très souvent, ces conflits surgissent des conditions de l'organisation d'élections qui conduisent au déclenchement des violences. Ce constat conduit certains analystes à une remise en cause du système démocratique naissant dans les États africains. De nombreux dirigeants africains perçoivent ou vivent

l'alternance politique comme un échec. Comme le dit Alain Fogue, « *pour certains régimes africains, le pluralisme est un traumatisme, un drame* ». (A. F. Tedom, 2008 : 94). Ils se méfient donc des réformes démocratiques, ce qui va entraîner une propagation de la violence. La sécurité étant menacée tant en interne qu'à l'externe par des groupes terroristes, on assiste alors à la non évolution du processus démocratique engagé depuis plus d'une décennie.

Il revient donc aux gouvernants de faire preuve de réalisme politique (présenté comme une sagesse pragmatique, pour laquelle l'habileté se nomme prudence en matière de gouvernement) faute de quoi, l'on assistera à de nombreuses dérives dont les conséquences dramatiques influenceront la paix et la sécurité. Et, dans ce contexte d'hostilité généralisée, il n'est pas surprenant de voir « *la morale reléguée au rang de chimères encombrante, au profit de la raison d'État et d'une politique de puissance identifiée au véritable bien du peuple* ». (M. Castillo, 2005 : 23). C'est aussi dans le même souci d'assurer la sécurité et la paix sociale que Alphonse Quenum pense que : « *la justice à plusieurs vitesses ne peut poser que des problèmes pour la construction d'une unité nationale dans un esprit de tolérance qui est un lien majeur de la cohésion sociale* ». (A. Quenum, 2003 : 96)

En plus de ce qui a été sus dit, on pourrait aussi relever comme cause aux conflits armés et la violence extrémiste en Afrique, l'absence d'État au sens moderne du terme, et la monétisation de l'économie conjuguée avec la forte érosion des valeurs traditionnelles africaines intervenue sous le régime colonial et poursuivie après les indépendances. Cela met à mal, aujourd'hui, la question de l'intérêt général et le rapport au service public, à la chose publique et au bien commun. À cet effet, lorsqu'on confronte aujourd'hui en Afrique subsaharienne « *ce qui devrait être* » à « *ce qui est* » (M. B. Baldé, 2008 : 135), on réalise que l'intérêt général n'a aucun sens aux yeux des gouvernants et des citoyens. C'est pourquoi en Afrique, les détournements des deniers publics, la corruption rampante, l'enrichissement illicite, la fraude ont atteint des proportions telles qu'ils sont considérés à juste raison, comme les principales causes des crises armées de l'extrémisme violent.

On pourrait conclure cette partie en disant que la lutte pour le pouvoir et le manque de démocratie véritable sont des facteurs clés des conflits armés et de l'extrémisme violent. Cette violence peut prendre diverses formes de rivalité selon les États, pour l'appropriation des richesses

nationales par des groupes rivaux nationaux voire par des lobbies étrangers. Dans cette compétition, la responsabilité du pouvoir est essentielle car il revient à chaque État de déterminer la forme des institutions susceptibles de structurer la vie politique. Il lui revient, par conséquent, d'initier un véritable dialogue social et politique, et rendre opérationnel les réformes démocratiques indispensables à la construction d'une paix et d'une stabilité politique durable. Quelles peuvent en être donc les conséquences et quelles solutions proposées ?

2. Des conséquences et des solutions éventuelles à cette crise.

Nombreuses sont les conséquences des conflits armés dans les États africains. Ils sont de plusieurs ordres dont les impacts sont parfois indélébiles du point de vue physique et psychologique. Mais au-delà de ces conséquences, de solutions sont envisagées en vue du rétablissement de l'ordre social et d'une vie communautaire pacifique. Dans cette partie, nous abordons la question des conséquences des conflits et nous tenterons de donner quelques solutions pour le règlement de ces conflits.

2.1. Des conséquences des conflits armés et de l'extrémisme violent en Afrique noire

Les maux dont souffre l'Afrique aujourd'hui, comme susmentionnés dans les lignes précédentes, s'abreuvent tous à la même source : celle de la pauvreté, devenue la mère de tous les vices. Elle est en grande partie, traversée par des conflits armés qui secouent des régions entières, avec pour principal cause et conséquences, l'amenuisement des ressources naturelles, les trafics de tout genre, les pandémies, la prostitution, la corruption, la mauvaise gouvernance etc. Toutes ces crises entraînent une véritable remise en cause des efforts de développement amorcés par certains pays. Sur le plan économique, l'environnement ne paraît plus propice pour créer les conditions avérées d'une confiance des investisseurs privés dont la participation reste cruciale pour un éventuel développement. Et les indicateurs macroéconomiques marquent une tendance à la marginalisation du fait de la contre-performance de la plupart de ces pays traversés par ces crises.

Au-delà de ces conséquences, on pourrait ajouter l'immigration forcée ; car les conflits armés occasionnent toujours des déplacés de guerre. Et, comme le dit (G. Gazoa, 2006 : 58) « les nombreux cas

d'exode des pays du sud vers le nord sont la conséquence non seulement d'un manque de volonté politique, mais aussi des conflits armés. »

Dans cette problématique des conflits armés et de l'extrémisme violent en Afrique, le mauvais fonctionnement de l'État et des institutions républicaines est en cause. On pourrait donc dire que c'est l'incapacité des États africains à assurer la cohésion nationale et à créer les conditions d'un débat politique contradictoire, qui engendre l'insécurité politique.

2.2. Des essais de solutions aux crises

À la question de savoir comment sortir de cette situation de conflit et de crise, il faut relever que les solutions à ces crises peuvent être de diverses formes. Elles sont d'ordre préventifs et d'ordre curatifs.

En gardant en arrière-plan les nouvelles formes de nuisance décrites dans les guerres et les crises avec leurs multiples causes, nous pensons qu'il est plus utile de s'engager davantage à offrir un espace et une attention beaucoup plus attentive à la prévention. La prévention au lieu d'intervention car toute intervention entraîne toujours des effets collatéraux et des stigmates indélébiles. La prévention est pour cette raison, moins un champ d'exploitation en lui-même qu'une nouvelle perspective politique exigée par les institutions internationales comme nouvelle approche de solution. Ne dit-on pas que mieux vaut prévenir que guérir !

La prévention devient pour ainsi dire un devoir qui demande des actions conjuguées, non seulement des gouvernants et des populations, mais aussi des politiques étrangères, financières, environnementales, sécuritaires et de développement. Le jeu conjugué des différents champs politiques constitue la clé de la prévention structurelle et durable des crises et conflits. Ainsi, pour une crédibilité constructive, la volonté politique doit avoir une signification décisive. Il est évident que les guerres et crises internes à l'État réduisent à néant les résultats probants de la coopération pour le développement. Il est aussi vrai que cette politique ne peut pas tout résoudre, mais nous pensons qu'une bonne interprétation de coopération et du développement économique est urgente parce que centrée sur certains devoirs classiques (l'éducation, la santé, la lutte contre la pauvreté, etc.) nécessaires pour la mise en place d'une politique sécuritaire durable.

Outre cette politique préventive, celle de la dissuasion peut être aussi employée. En effet, la dissuasion est certainement le plus classique des instruments de la sécurité. C'est pourquoi, les nécessités de l'équilibre imposent à une nation désireuse d'être en mesure d'assurer seule sa sécurité, de détenir les forces suffisantes pour repousser une agression. Pour Machiavel, à cet effet, « *il est nécessaire de se pourvoir d'armes propres et de se préparer à ces armes pour pouvoir, avec la vertu italique, se défendre contre les étrangers* » (N. Machiavel, 2000 : 165). La dissuasion qui a marqué les années de guerre froide, comme le font remarquer Charles-Philippe David et Jean-Jacques Roche, « *fut conçue à la fois comme un instrument destiné à prévenir une attaque par la menace de représailles intolérables...* » (C-P. David et J.-J. Roche, 2002 : 50). En fait, la menace et l'incertitude se combinent pour dissuader un adversaire potentiel qui doit se convaincre que toute offensive de sa part déclencherait immédiatement une réaction aux conséquences nucléaires incalculables. Elle suppose pour ainsi dire un dialogue permanent entre adversaires dans un cadre de négociation. Cela aboutit à une autre forme de solution qui est le dialogue.

Au-delà de cette politique de prévention, lorsqu'on a tout fait et que malgré les efforts de dissuasion, les conflits surviennent, il faut user des solutions curatives.

En effet, quelle que soit la gravité des frustrations et des blessures, quelles que soient les divergences de vue et d'opinion opposant les acteurs politiques et les générations, une solution fiable et durable des crises est toujours envisageable sur le sol africain. Cette solution se trouve dans un premier temps dans le dialogue. En fait, l'Africain est communauté et société, c'est-à-dire qu'il ne peut pas se concevoir, ni se découvrir ou se comprendre sans les autres. Ainsi, dès lors que l'Africain accepte de dialoguer, c'est qu'il s'est déjà mis dans une position de « *pardon-réconciliation* ». (G. Gazona, 2006 :79). Le pardon-réconciliation précède donc tout processus de dialogue. Mais le problème majeur auquel sont confrontés les médiateurs des conflits en Afrique, c'est comment parvenir à ce dialogue si précieux? Car, les contradictions et les scandales entre les gouvernements (dominants) et dominés (le peuple, la jeunesse) sont si forts qu'il apparaît illusoire de se mettre en situation de dialogue franc et sans heurte. Comment réconcilier deux conquérants qui veulent la même chose, si au moins une partie ne s'inscrit pas dans une dynamique de réconciliation, d'abaissement et de dialogue? Nous pensons que quelques soient les divergences de position, le salut de

l'Afrique réside dans le dialogue, le pardon et le rapprochement des mentalités, des croyances et des ambitions. Ainsi, les mesures de sécurité et de confiance trouvent leur origine dans la négociation. Elles résultent, sans aucun doute, d'une approche négociée par laquelle les États considèrent que leur sécurité peut être renforcée par la négociation plutôt que par des mesures unilatérales.

Toutefois, lorsque les efforts du dialogue semblent épuisés sans suite, les africains doivent s'appropriier le concept de démocratie : une démocratie à l'Africain. À ce sujet, on pourrait dire que la thèse d'Emmanuel Kant parlant de la paix perpétuelle connaît un regain d'intérêt. L'instauration d'une démocratie à l'Africain est possible au fur et à mesure que se propagent les valeurs républicaines et la culture de la démocratie. Et ces valeurs reposent sur la représentation démocratique, le respect des libertés garanties par la constitution et le système judiciaire indépendant. Car, plus il y a de démocratie, moins grand seront les risques de conflits armés puisque les démocraties ont la propension de vouloir régler leurs différends par la négociation et le compromis.

Cependant, le constat que nous faisons, c'est que la démocratie moderne a toujours laissé apparaître de véritables limites toutes les fois que l'Afrique essaie de s'en accommoder. Et les conflits qui n'en finissent pas sont les conséquences logiques d'un système mal assuré, parce qu'imposé par les occidentaux, sans tenir compte des réalités culturelles et socio-existentielles des africains. Cette démocratie peine donc à faire corps avec les différentes sensibilités africaines. La démocratie à l'Africain « *l'arbre à palabre* », comme le fait remarquer (G. GAZO, 2006 : 81), doit être au cœur du règlement des conflits armés et de l'extrémisme violent. Cette démocratie se veut à la fois participative et associative. Ce qui sous-entend une redéfinition du concept d'intérêt général, le sens du bien commun et du service public en Afrique. Percevoir l'intérêt général comme ce qui est utile, avantageux voire profitable à une communauté, dans sa totalité ou du moins dans sa grande majorité, pourrait réduire la tribalisation ou la régionalisation de la lutte politique. Ce qui freinerait aussi sans doute l'escalade des conflits.

Conclusion

Au terme de l'analyse de ce sujet portant sur la prévention des conflits armés et extrémisme violent en Afrique, nous rendons

compte que les responsabilités sont partagées. En effet, il nous est revenu de donner les origines des conflits qui minent l'Afrique et avons essayé de proposer des approches de solutions. En fait, l'approfondissement de notre réflexion sur les origines des conflits africains nous a permis d'établir que l'origine des conflits qui prédominent en Afrique est d'abord d'ordre politique, ensuite d'ordre économique et en fin d'ordre militaire. Par conséquent, ces conflits ne peuvent être efficacement prévenus que dans le cadre d'une réponse politique. Il faut donc pour ce faire, un traitement politique des crises africaines. Cette démarche nécessite que l'Afrique parvienne à une certaine maturité politique, qui place au-dessus de tout autre intérêt, l'intérêt général à savoir celui de la nation. Cette résilience doit aussi conduire à l'unité qui est le socle de sa survie politique et économique. Toutefois, cette question de l'unité politique et économique de l'Afrique n'est plus un simple débat philosophique mais un impératif. « Elle est une nécessité dans une Afrique déchirée par les conflits, lestée de dettes ». (Du B. de Gaudusson, 1996 : 86). En Somme, les défis qui attendent l'Afrique sont nombreux, immenses et sérieux. L'heure est donc venue pour une vigilance et une prudence plus accrue, mais aussi pour croire en une Afrique nouvelle, maîtresse d'elle-même et capable de s'assurer d'une sécurité, d'une stabilité et d'une paix durable.

Références bibliographiques.

Tedom Alain Fogue (2008), *Enjeux Géostratégiques et conflits politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.

Tshiyembe Mwayila (1989), *L'État postcolonial, facteur d'insécurité en Afrique*, Paris, présence Africaine.

Dumont René (1962), *L'Afrique Noire est mal partie*, Paris, Édition SEUIL.

Bella Baldé Mamadou, (2008), *Démocratie et éducation à la citoyenneté en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

Gazoa Germain (2006), *Les conflits en Afrique noire : Quelles solutions?* Abidjan, Fraternité Matin.

Quenum Alphonse (2003), *Crise et remous politiques et développement social*, in Stabilité politique et développement, Actes du colloque international, institut des Artisans de justice et de paix, Fondation Konrad Adenauer, Cotonou, de 13 au 15 Mai.

Castillo Monique, (2005), *Connaitre la guerre et penser la paix*, Paris, Éditions KIMÉ.

David Charles-Philippe et Roche Jean-Jacques (2002), *Théorie de la sécurité*, Paris, Éditions Montchrestien, E.J.A.

Gaudusson Jean Du Bois, (1996), L'Afrique face aux conflits, Paris, la documentation française no 180, Octobre - Décembre.